



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU C.C.A.S

N° DLP2018-11 - Séance du 09/04/2018

ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.2 Aide sociale

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	10	10

Vote	
Pour	
Contre	
A l'unanimité	x

L'an 2018, le 9 avril à 14h00, le conseil d'administration de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Luc MEISSONNIER, Président, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 04/04/2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 04/04/2018.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Marie-France TEXIER, Jean-Marie COURTES, Michel BAUDOUR.

Absents :

Régine SUAY, Anna RAMORA, Stéphane VIDAL.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2018-11 - CCAS : ADHESION AU CLIC MAILL'AGE

La commune, faisant partie du bassin gérontologique de Montpellier, adhère au CLIC Maill'âge, Centre Local d'Information et de Coordination Gérontologique (CLIC).

Les CLIC sont des guichets d'accueil, d'information et de coordination ouverts aux personnes âgées et à leur entourage, ainsi qu'aux professionnels de la gérontologie et du maintien à domicile. Ils sont mis en œuvre par les départements. Ils constituent le lieu d'information privilégié des personnes âgées et de leur entourage.

Les CLIC permettent en effet d'obtenir toutes les informations utiles pour la vie quotidienne des personnes âgées : aides financières, maintien à domicile, amélioration de l'habitat, structures d'hébergement, mesures de protection, loisirs, vie sociale et relationnelle... Ce sont aussi des lieux d'information, de formation et de coordination pour les professionnels de la gérontologie, les services et les établissements accueillant des personnes âgées.

Enfin, les CLIC sont des observatoires, des enjeux et des questions gérontologiques sur un territoire déterminé.

L'équipe des CLIC se compose d'un chargé d'accueil, d'un coordonnateur, de professionnels de santé et du secteur social. Ces derniers travaillent en lien avec les professionnels de la gérontologie du secteur.

Le nom des CLIC peut être différent d'une région à l'autre. Il en existe aujourd'hui près de 600, classés en trois catégories selon leur niveau d'intervention auprès des personnes âgées.

Les CLIC mettent également en place des actions de prévention. Ils organisent des conférences, proposent des groupes de parole, des forums, etc.

Le CLIC Maill'âge poursuit son investissement associatif et persévère dans le travail accompli avec les communes, afin de développer des programmes d'information médico-sociale pour les seniors, créer des espaces de prévention et de lien social (groupes mémoires, groupes d'activités physiques adaptées, nutrition, actions intergénérationnelles, etc ...), créer des réseaux de coordination pour les professionnels.

Il est proposé, comme chaque année, de reconduire le partenariat avec le « CLIC Maill'âge » et d'inscrire au budget du CCAS la cotisation correspondante, soit 2 106,30 euros pour 2018, qui correspond à 0,35€ par habitant.

Le conseil d'administration, ouï l'exposé de Madame Marie-Thérèse AMALVY et après en avoir délibéré à l'unanimité,

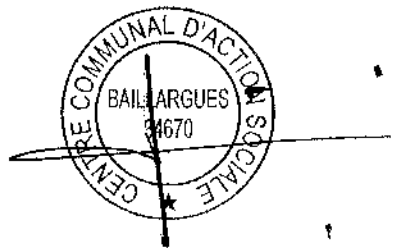
- **ACCEPTE** de reconduire le partenariat avec le CLIC Maill'âge ;
- **DECIDE** d'inscrire la somme correspondante à l'adhésion, soit 2 106,30 € sur le budget 2018, qui correspond à 0.35€ par habitant ;
- **AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

Pour extrait conforme,

Le 09/04/2018,

Le Président du C.C.A.S,

Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 11/04/2018

Reçu en préfecture le 11/04/2018

Affiché le



ID : 034-213400229-20180409-DLP2018_11-DE